

**CONFÉRENCE INTERRÉGIONALE DES PETITS PAYS INSULAIRES
SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET L' ENVIRONNEMENT DANS
LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DES FORÊTS ET DES PÊCHES**

CHRIST CHURCH, BARBADE
7-10 AVRIL 1992

**LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE
L'AGRICULTURE, DES FORÊTS ET DES PÊCHES:
PROBLÈMES ET BESOINS DES PETITS
PAYS INSULAIRES**



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L' ALIMENTATION ET L' AGRICULTURE

AGR: SIC 1

**CONFERENCE INTERREGIONALE DES PETITS PAYS INSULAIRES
SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET L'ENVIRONNEMENT
DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DES FORÊTS ET DES PÊCHES**

Christ Church (la Barbade), 7-10 avril 1992

**LE DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'AGRICULTURE,
DES FORÊTS ET DES PÊCHES:
PROBLÈMES ET BESOINS DES PETITS PAYS INSULAIRES**

La FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement (ONU/ENDD) et la collaboration à l'organisation de la présente Conférence, avec les gouvernements des Pays-Bas et de la Norvège, et les contributions des pays donateurs financiers.

Document technique de la FAO

Document technique de la FAO

REMERCIEMENTS

La FAO exprime sa gratitude au Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) pour sa collaboration à l'organisation de la présente Conférence, ainsi qu'aux gouvernements des Pays-Bas et de la Norvège, et aux autres donateurs, pour leur soutien financier.

Ce document est le fruit de la coopération entre plusieurs divisions techniques de la FAO et M. A. Dahl, Consultant détaché auprès du Secrétariat de la CNUED par le Programme PNUE pour les océans et les zones côtières, à qui il est rendu hommage de son précieux concours.

TABLE DES MATIERES

Résumé	1
AGRICULTURE	4
FORETS	6
RESSOURCES MARINES ET COTIERES	6
- Aquaculture	8
PROBLEMES A EXAMINER	8
- Information	8
- Stratégies économiques	8
- Conseils en matière de commercialisation	9
- Accords commerciaux	9
- Développement approprié	9
- Ressources humaines	9
- Structure des administrations publiques	9
- Organisation inter-îles	10
- Coopération technique	10
- Aide internationale	10

LE DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'AGRICULTURE, DES FORETS ET DES PECHEES: PROBLEMES ET BESOINS DES PETITS PAYS INSULAIRES

Résumé

Les problèmes de développement durable et d'environnement intéressent la plupart des activités relatives aux secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches des petits pays insulaires. En dépit de leur diversité, ces pays ont des problèmes communs qui les empêchent de développer ces secteurs sans porter atteinte à leur environnement. Au nombre des entraves dont ils souffrent, figurent la fragilité des écosystèmes, la vulnérabilité aux risques naturels, les problèmes démographiques, l'insuffisance des moyens de communication, la dépendance de facteurs économiques externes et le danger d'élévation du niveau de la mer. Par ailleurs, la plupart des îles possèdent un potentiel considérable pour le tourisme et pour l'exploitation des ressources halieutiques de leurs zones économiques exclusives. Chaque Etat insulaire doit définir ses propres objectifs de développement durable, mais il peut tirer profit d'un échange amélioré d'informations avec d'autres îles ayant des problèmes analogues. Parmi les questions à examiner, on peut citer les stratégies économiques et les accords commerciaux, l'approche la plus appropriée du développement durable, l'utilisation efficace des ressources humaines, la structure des services administratifs et l'organisation inter-îles, la coopération technique et l'aide internationale.

L'agriculture, les forêts et les pêches sont les secteurs d'activité qui utilisent le plus les ressources renouvelables de la planète, sont les plus dépendants des conditions du milieu et, réciproquement, ont provoqué et peuvent encore provoquer des modifications de l'environnement.

"Pour un développement durable, il faut aménager et conserver les ressources naturelles et orienter les changements techniques et institutionnels de manière à satisfaire les besoins des générations actuelles et futures. Dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches, il s'agit de conserver les terres, les eaux et le patrimoine zoogénétique et phytogénétique et d'utiliser des moyens sans danger pour l'environnement, techniquement bien adaptés, économiquement viables et socialement acceptables. (Définition adoptée par le Conseil de la FAO en novembre 1988).

On peut donc affirmer que les problèmes de développement durable et d'environnement imprègnent la plupart des activités agricoles, forestières et halieutiques.

Par conséquent, le renforcement des activités relatives à l'environnement et au développement durable dans les secteurs susmentionnés ne signifie pas simplement l'introduction de quelques "activités écologiques" dans les programmes et projets des ministères et autres institutions nationales concernés ou leur regroupement dans le cadre d'un

programme distinct. Il est nécessaire d'envisager les répercussions profondes de la notion de développement durable sur l'ensemble des stratégies, priorités et programmes, non seulement dans tous les secteurs, mais aussi à l'intérieur de chaque secteur, pour veiller à ce que chaque secteur contribue comme il se doit à la réalisation des objectifs de durabilité. La tendance amorcée par la Conférence de Stockholm en 1972 et qui s'est affirmée à la suite des recommandations de la Commission Brundtland, se poursuit avec les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) laquelle, à son tour, influera sur l'orientation future et le rôle des institutions gouvernementales, non gouvernementales et intergouvernementales aux niveaux régional et interrégional, pour les activités sectorielles et multisectorielles.

Au plan mondial, les stratégies de développement durable dans les domaines de l'agriculture, des forêts et des pêches devront relever trois grands défis:

- i) D'ici l'an 2025, la planète devra nourrir 3 milliards de personnes de plus avec des ressources qui ne cessent de diminuer en raison de diverses formes de dégradation. On compte déjà plus de 600 millions de personnes sous-alimentées, et quelques 50 millions d'êtres humains sont à l'heure actuelle menacés de pénuries alimentaires et de famine dans les pays en développement. L'intensification de la production vivrière doit donc être poursuivie impérativement si l'on veut satisfaire la demande présente et future et éviter d'empiéter davantage sur les terres marginales et les écosystèmes fragiles qui ont besoin de protection. Cependant, l'agriculture intensive telle qu'on la pratique actuellement, en particulier dans les pays développés, entraîne avec elle tout un cortège de problèmes - pollution, contamination, évacuation des déchets, dégradation et épuisement des ressources naturelles, perte de la diversité biologique - qui affectent non seulement l'environnement, mais aussi la santé et le bien-être de l'homme. En outre, les règlements et les normes visant à protéger l'environnement représentent une charge financière pour les producteurs et créent de nouveaux obstacles au commerce, notamment en ce qui concerne la contamination des aliments.
- ii) Dans la plupart des pays, l'agriculture, les forêts et les pêches n'offrent pas suffisamment d'emplois lucratifs. Les inégalités dans les conditions de vie des habitants des campagnes et des pêcheurs et entre eux et les citadins tendent à augmenter. Dans les pays en développement, c'est souvent la pauvreté qui contraint les ruraux à assurer leur subsistance aux dépens des ressources naturelles qui sont leur seul moyen de survie, ou à quitter les campagnes en quête d'un travail en ville ou à l'étranger. Dans de nombreux pays développés, les revenus des producteurs ont tendance à être de plus en plus vulnérables aux intempéries et aux aléas du marché (par exemple, à la suite d'une réduction des prix de soutien); la population rurale diminue et de vastes étendues de terre sont désormais dépeuplées et à l'abandon, ce qui augmente le risque de dégradation de l'environnement. Cependant, à mesure que la population des villes augmente dans les pays développés comme dans les pays en développement, l'agriculture, la foresterie et la pêche s'intensifient et les industries de transformation se développent, afin de satisfaire les besoins des marchés urbains, d'où des problèmes croissants d'ajustement de l'offre et de la demande, ainsi que d'évacuation des déchets.

iii) Le troisième problème à affronter dans la recherche de formes durables d'agriculture, de foresterie et de pêche est lié à la dimension planétaire d'un certain nombre de menaces écologiques, comme l'épuisement des ressources naturelles, le changement climatique, la pollution de l'air et de l'eau, le déboisement, la désertification et la perte de diversité biologique. Si l'on est désormais familiarisé avec les problèmes locaux qui ont leur origine dans l'agriculture, les forêts et les pêches ou qui les affectent, on est encore loin d'apprécier dans toute leur ampleur les grandes menaces qui pèsent sur l'environnement à l'échelle de la planète et, dans ce contexte, la place de l'agriculture, des forêts et des pêches, au banc des accusés ou en tant que victimes. En raison de la gravité des risques encourus, il faut faire preuve de la plus grande prudence et adopter des mesures qui représentent un poids supplémentaire pour ces secteurs et les zones rurales, et d'une façon plus générale, peuvent nécessiter une modification des habitudes de consommation, notamment dans les sociétés d'abondance.

Les petits pays insulaires partagent certains inconvénients qui entravent leurs efforts de valorisation et de conservation de leur environnement. Ces problèmes ont été fréquemment examinés et il suffit de les évoquer ici:

- perspectives limitées de développement agricole et de sécurité alimentaire; ressources naturelles limitées, et notamment terres arables et ressources en eau insuffisantes, qui se dégradent facilement et doivent être régénérées et soigneusement aménagées en vue de leur utilisation optimale;
- vulnérabilité aux risques naturels, notamment aux cyclones (ouragans et typhons), aux éruptions volcaniques, aux tremblements de terre et aux aléas du climat, (inondations et sécheresse);
- fort endémisme des espèces, fragilité de leurs écosystèmes souvent uniques et risque élevé de perte de la biodiversité;
- risque de graves dégâts à long terme provoqués par l'élévation du niveau de la mer et autres effets des changements climatiques à l'échelle mondiale;
- réduction des perspectives des produits agricoles traditionnels d'exportation, sauf dans le cas où des arrangements favorables ont été consentis par les pays importateurs;
- sensibilité aux infestations de ravageurs et aux maladies introduits et vulnérabilité aux effets négatifs de l'érosion du sol et de la pollution;
- problèmes démographiques allant de la croissance rapide à la réduction en passant par l'émigration constante, notamment la population totale trop faible pour assurer les services économiquement essentiels;
- difficulté de retenir les ressources humaines qualifiées faute de possibilité d'emplois;

- extrême dépendance de facteurs économiques externes qui échappent au contrôle des pays insulaires et auxquels ils sont très vulnérables, jointe à une économie simple et mal intégrée, caractérisée par la dépendance vis-à-vis d'un petit nombre d'exportations et par un volume élevé des importations;
- coût élevé des transports et insuffisance des communications qui rendent difficile la compétitivité économique sur les marchés mondiaux, problème qui, accouplé à la petite dimension des îles, empêche de nombreuses économies d'échelle.

Par ailleurs, pratiquement tous les pays insulaires ont un climat, un patrimoine naturel et de très beaux panoramas qui sont autant d'atouts pour le tourisme. Les ressources marines de leurs eaux côtières et de leurs zones économiques exclusives (ZEE) offrent souvent un potentiel considérable. De nombreuses îles ont aussi une culture riche et originale et d'importantes connaissances traditionnelles de leurs environnement et ressources. C'est en misant sur ces avantages, tout en veillant à l'exploitation judicieuse et durable de leurs ressources renouvelables que les Etats insulaires ont le plus de chances d'assurer de façon durable des moyens de subsistance à leurs populations.

Si, d'une façon générale, les îles partagent nombre des particularités ci-dessus, chacune d'entre elles est différente, avec des caractéristiques géographiques, géologiques, biologiques, sociales et économiques distinctes qui déterminent et commandent sa voie vers le développement durable. De fait, deux îles volcaniques de dimension analogue dans des océans différents peuvent avoir beaucoup plus de choses en commun qu'une île volcanique et un atoll adjacent. Chaque petit Etat insulaire doit donc mettre au point les moyens de définir son propre développement durable mais peut tirer profit de l'échange amélioré d'informations avec d'autres Etats ayant des problèmes analogues. Le développement ultérieur de la base de données d'une île peut aider à identifier les îles ayant des caractéristiques ou des problèmes communs.

Il n'est pas possible ici d'étudier les nombreux types potentiels de développement des Etats insulaires, qu'il s'agisse d'exploitation des ressources minières, de tourisme, d'industrie, des transports, de la finance ou des banques off-shore, de la pêche hauturière, des communautés de retraités, des bases militaires, etc. De même, les problèmes critiques que posent la conservation et l'utilisation de la biodiversité, ainsi que les changements climatiques sont analysés dans d'autres instances. La présente Conférence vise plus particulièrement les ressources naturelles renouvelables du sol, des eaux et des zones côtières, ainsi que leur flore, faune et capacité productive qui sont à la base du développement durable de l'agriculture, des forêts et des pêches. Depuis toujours, ce sont là les principales ressources des îles; mais aujourd'hui elles sont souvent menacées par la dégradation, la surexploitation et la contamination. Elles doivent s'inscrire dans un avenir viable, mais elles n'ont pas toujours reçu l'attention voulue dans le contexte des petites îles.

AGRICULTURE

La petitesse du territoire, les conditions climatiques et les ressources en sol relativement homogènes des petites îles n'offrent que peu de perspectives de développement agricole. C'est ainsi que, notamment dans les pays insulaires à forte densité démographique,

la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires a augmenté, ce qui, conjugué à l'insuffisance des systèmes de transport et des installations de stockage peut aboutir à la hausse du coût des disponibilités alimentaires et à des difficultés de sécurité alimentaire.

Les avantages des cultures qui attiraient les planteurs coloniaux n'existent plus, en raison de l'évolution sociale et technique. Dans pratiquement tous les petits pays insulaires, la culture de ces produits stagne ou diminue, si ce n'est lorsque des arrangements favorables ont été passés avec des pays développés, comme avec la Communauté économique européenne (CEE).

Le développement de l'élevage a aussi été limité, faute de systèmes de production appropriés et d'organisations de producteurs, et en raison de la rareté des pâturages et autres sources d'alimentation du bétail.

Les services de soutien agricole (recherche et vulgarisation, fourniture de moyens de production, transport et commercialisation de la production) souffrent des défauts de toutes les petites entreprises.

Les possibilités de diversification et d'intensification, bien que limitées, représentent une option importante. Certains petits pays insulaires peuvent développer leur production agricole et leur élevage en vue de la substitution des importations, tout en satisfaisant les besoins du secteur touristique.

L'agriculture insulaire est souvent concentrée dans les plaines côtières, les terrains humides et les terres de faible altitude. Nombre d'îles doivent aujourd'hui faire face à des problèmes de production vivrière et de sécurité alimentaire, au fur et à mesure que la population augmente et que l'on passe de l'agriculture de subsistance aux cultures destinées à l'exportation. Toutefois, les cultures traditionnelles d'exportation (noix de coco, café, ananas, huile de palme, bananes, plantain, cacao, canne à sucre, autres fruits et légumes) se heurtent à de graves problèmes, étant donné la chute des prix, la hausse des frais de transport et l'insuffisance des moyens de transport, d'où leur difficulté à rivaliser avec celles d'autres grands producteurs mieux placés. Au fur et à mesure que le développement agricole s'étend vers l'intérieur des îles, il remplace la végétation naturelle et les forêts qui sont très précieuses pour la diversité biologique (faune sauvage, réservoirs) et sont depuis toujours extrêmement utiles aux populations locales, fournissant du chaume, des plantes médicinales, du bois de feu et du bois d'œuvre, ainsi que des aliments pour la faune sauvage. Compte tenu des termes actuels de l'échange, ces pertes risquent de l'emporter sur les gains économiques.

Des pratiques agricoles inadéquates menacent d'autres ressources des îles. La culture intensive, par exemple de l'ananas et des bananes, a recours aux pesticides et aux engrais, qui peuvent facilement finir dans les rivières, les eaux souterraines et eaux côtières à la suite de crues et du drainage. Le mauvais aménagement des sols, notamment dans les terres marginales escarpées, aboutit à l'érosion massive et accroît l'envasement et la turbidité des eaux côtières.

FORETS

L'exploitation extensive des ressources forestières est un problème écologique considérable auquel se heurtent certains pays insulaires, notamment dans la région du Pacifique. Les forêts sont une source de revenu importante pour l'économie de ces pays mais, en l'absence de méthodes ou de ressources suffisantes pour faire face aux coûts économiques et écologiques à long terme, on privilégie les gains économiques à court terme. Il est démontré à l'évidence que certains contrats sous-évaluent beaucoup le bois d'oeuvre. Les règles d'aménagement pour un rendement soutenu ne sont souvent ni observées ni appliquées. Dans la plupart des zones, les programmes de reboisement sont insignifiants, d'où la disparition des forêts dans de nombreux pays.

Parmi les problèmes liés à l'érosion des sols, on peut citer la perte de terres de grande valeur, l'envasement des cours d'eau et des lagunes, la contamination des réserves d'eau, et les dommages aux récifs coralliens, à d'autres écosystèmes marins et aux pêcheries. La modification des systèmes de culture itinérante due à la pression démographique a aggravé le problème, car les périodes de jachère deviennent plus courtes.

Dans de nombreuses îles subtropicales et tropicales, on trouve des forêts de mangrove le long des côtes abritées. Leurs utilisations multiples peuvent entrer en conflit. La surexploitation (ou destruction) des mangroves et autres forêts situées dans les terres humides et basses menace les plantes et les animaux qui sont une source importante d'alimentation; elle entraîne la diminution des disponibilités en bois (pour pieux, poteaux et charbon de bois) et nuit aux zones de ponte, d'éclosion et d'alimentation des animaux marins et estuariens importantes à la productivité des pêcheries côtières et hauturières.

La destruction du couvert forestier dans les bassins versants a notamment pour effet d'accroître l'alluvionnement des rivières et l'écoulement direct de l'eau douce dans les mers côtières, ce qui finit par étouffer les organismes estuariens et côtiers sédentaires, comme ceux que l'on trouve sur les récifs coralliens et sur les fonds de graminées marines et d'algues, d'importance primordiale en tant qu'habitats des poissons.

RESSOURCES MARINES ET COTIERES

Le poisson occupe une large place dans l'alimentation et le commerce des petites îles. Dans certaines îles du Pacifique, les aliments provenant des récifs constituent, selon les estimations, jusqu'à 70 pour cent de l'apport calorique des populations locales. La pêche commerciale est aussi importante pour de nombreux petits pays insulaires.

Etant donné que la pêche moderne en eau profonde utilise beaucoup de capital et d'énergie et nécessite des connaissances techniques sophistiquées, la participation de la plupart des petits pays insulaires dans ce secteur a été faible. Certains ont opté pour la concession d'exploitation d'une partie de leurs ZEE, soit individuellement, soit collectivement.

Il apparaît de plus en plus nettement que l'intensité des opérations et des techniques de pêche des flottes hauturières - notamment pour ce qui est de la pêche aux filets dérivants - est insoutenable à terme. Les pays insulaires de la région du Pacifique ont participé activement aux efforts visant à mettre fin à la grande pêche pélagique aux filets dérivants

dans le Pacifique Sud. Les résultats obtenus concernant ce problème montrent que les petits Etats insulaires et autres pays peuvent collaborer avec diligence lorsque leurs intérêts économiques communs sont en jeu. Il est néanmoins nécessaire de mettre au point des approches d'aménagement fondées sur l'ensemble de l'écosystème et non pas uniquement sur l'aménagement durable d'une espèce particulière de poisson telle que le germon.

Les récifs coralliens sont un élément vital pour de nombreux petits pays insulaires des régions tropicales, car ils les protègent contre la mer et assurent un habitat à quantité de poissons indispensables à l'alimentation des insulaires. La principale menace pour les récifs coralliens vient de l'homme: récolte du corail comme matériau de construction ou comme souvenirs vendus aux touristes, dégâts provoqués au corail par le mouillage, la marche ou la mise à terre des bateaux sur les récifs, surexploitation du poisson, pêche aux explosifs et pollution. Les dommages causés aux récifs peuvent provoquer des intoxications de ciguatera.

La mer fournit une partie importante des protéines des insulaires. La pêche assure aussi des moyens de subsistance aux pêcheurs et à leurs familles et à d'autres encore dans des secteurs connexes (constructeurs de bateaux, fabricants d'engins, emballeurs, distributeurs et détaillants). Elle favorise la stabilité sociale, culturelle, économique et politique des zones côtières, promet l'autosuffisance et peut freiner la fuite de devises et l'émigration des populations insulaires. Pour de nombreux villages dans les îles, les simples activités de cueillette dans les mangroves, les récifs et les lagunes fournissent une source d'alimentation à bon marché.

Pour développer la pêche dans les petits pays insulaires, il faut tenir compte des problèmes d'échelle approprié. Par exemple, la construction de ports pour grands navires et d'installations frigorifiques doit prendre en considération la faiblesse des stocks et le caractère hautement saisonnier des ressources pélagiques, ainsi que le besoin d'autres utilisations qui en résulte, lorsque ces ressources font défaut.

La pêche influe sur les ressources et leur environnement. La pêche sélective peut modifier l'abondance et la dominance des espèces, en réduisant la résilience et augmentant la variabilité saisonnière et à long terme. En l'absence d'un contrôle judicieux, la pêche peut menacer des espèces qui souffrent de la dégradation des côtes (par exemple coquillages coralliens, poissons d'ornement). Le recours à des techniques ayant des effets nocifs, telles que la dynamite et les substances chimiques, est d'ordinaire interdit mais est encore très répandu dans les pêcheries insulaires.

Depuis un demi-siècle, la gestion des pêches a été le principal souci des administrations nationales et régionales halieutiques et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) lui sert de cadre. Un plus grand nombre de ressources sont complètement utilisées ou même surexploitées et la pérennité de nombreuses espèces est menacée par la perte ou la dégradation des habitats des estuaires et des eaux côtières. L'amélioration de la pêche ou de l'aquaculture pourra difficilement permettre de maintenir ou d'accroître la production, en l'absence d'aménagement de l'environnement des eaux côtières et des mers fermées. Dans le processus de planification, il faut établir un équilibre entre le besoin de conserver les ressources et le milieu marin pour les générations présentes et futures et la nécessité d'obtenir des pêches le rendement optimum à long terme.

Aquaculture

L'aquaculture des espèces marines utilise soit la terre, notamment les terrains humides et les mangroves (pour la pisciculture en étang) soit la mer (élevage en nasse ou sur des récifs artificiels). Elle représente un des secteurs en rapide expansion des zones côtières et est considérée non seulement comme un moyen utile de compléter les régimes alimentaires locaux, mais comme une possibilité d'obtenir des devises grâce à l'exportation. Toutefois, de nombreuses tentatives de développer l'aquaculture dans de petites îles ont échoué pour diverses raisons: concurrence de pays plus grands et mieux situés, manque de matières premières locales, vulnérabilité aux tempêtes, utilisation des zones côtières appropriées à d'autres fins et pénurie de compétences techniques. L'aquaculture pour la substitution des importations, notamment pour ravitailler le secteur du tourisme, est peut-être prometteuse. L'expansion anarchique de l'aquaculture et la transformation de l'habitat qui en résulte (surtout pour les terres humides et les mangroves) peut avoir de graves effets sur l'environnement, que seule une planification judicieuse bien conçue peut réduire au minimum.

PROBLEMES A EXAMINER

Les documents de base résument les problèmes de chaque secteur (agriculture, forêts et pêches) et soulignent le besoin d'aménagement intégré de tout le système insulaire. La Conférence, en examinant les questions essentielles de la valorisation durable des ressources insulaires renouvelables, désirera peut-être se pencher sur les problèmes ci-après, en vue d'élaborer des recommandations pour action et coopération internationale.

Information

Quelles sont les informations nécessaires pour aménager les ressources et assurer la durabilité et comment peut-on répondre à ces besoins? Un gestionnaire des ressources ne peut travailler efficacement sans données sur l'état et les tendances des ressources, tout comme un responsable de la gestion financière a besoin de connaître les recettes, dépenses et soldes. Les techniques de collecte, de stockage et d'analyse de ces données évoluent rapidement et deviennent plus rentables et accessibles. C'est là un domaine logique de coopération entre les îles, avec le concours d'organisations internationales et régionales. L'approche régionale serait en outre utile à la recherche scientifique nécessaire sur les îles et leurs problèmes.

Stratégies économiques

L'économie des îles doit-elle viser à l'autosuffisance, à la substitution des importations ou aux marchés d'exportation? Quelles sont les possibilités et perspectives de diversification et d'intensification de la production? La forme générale de l'économie insulaire doit être examinée soigneusement, compte tenu du potentiel interne, de l'ampleur des activités et des contraintes externes. Compte tenu du climat mondial actuel des produits primaires, le potentiel d'exportation doit être analysé avec soin, d'autant plus que le secteur primaire de la plupart des îles a besoin d'investissements considérables et de longs délais.

Conseils en matière de commercialisation

Lorsque les îles produisent pour le marché mondial ou lorsque de nouvelles possibilités d'exportation apparaissent, que peut-on faire pour améliorer l'analyse et les conseils dispensés aux îles sur la situation du marché mondial et sur les tendances relatives à chaque produit, ainsi que sur la possibilité des produits insulaires d'être compétitifs à long terme? Les pays insulaires devraient-ils s'unir sur une base régionale ou mondiale pour améliorer les stratégies de commercialisation, réaliser des économies d'échelle ou identifier des débouchés spécialisés où ils peuvent être compétitifs?

Accords commerciaux

La négociation d'accords commerciaux spéciaux, comportant des mesures compensatoires en cas de réduction des marchés d'exportation des îles, permettrait d'atténuer la vulnérabilité de leur économie. Comment les pays insulaires peuvent-ils s'organiser au mieux pour obtenir les conditions les plus favorables dans le cadre de tels accords?

Développement approprié

Quelles sont les nouvelles approches du développement les plus appropriées pour les îles? On tend fréquemment à imiter ce qui a été fait ailleurs, là où les conditions peuvent être très différentes. Cependant, certaines espèces, variétés ou technologies ne sont peut-être pas adaptées au niveau d'activité d'une île et certains produits chimiques peuvent être trop toxiques pour risquer de les utiliser dans l'environnement limité d'une île. D'autres technologies nouvelles sont peut-être souhaitables pour les îles et peuvent contribuer à compenser les limites de celles-ci. Toute une série de nouvelles cultures ou technologies doivent peut-être être mises au point pour remplacer celles qui ne leur conviennent pas, ou pour résoudre des problèmes qui leur sont spécifiques; mais les coûts du développement pourraient ne pas se justifier, à moins qu'ils ne soient répartis entre de nombreuses îles. Quels mécanismes peut-on mettre en place à cette fin?

Ressources humaines

Comment utiliser plus efficacement le capital humain des îles? Il se peut que de petites communautés n'aient pas besoin de spécialistes, mais plutôt de personnes capables de faire face à toute une série de situations et de faire appel au besoin à des compétences extérieures. Il peut même être bon de structurer l'emploi de façon différente, les insulaires divisant leur temps entre travail à temps partiel, par exemple dans les services publics ou dans le tourisme, et des activités dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches. Des programmes spéciaux de formation, peut-être nécessaires pour faire face aux besoins des petites îles, pourraient être élaborés dans des centres régionaux, tels que l'Université des Antilles et l'Université du Pacifique Sud.

Structure des administrations publiques

Quelle forme devraient avoir les structures et services administratifs pour mieux répondre aux besoins des îles? Trop souvent, les gouvernements insulaires suivent les modèles coloniaux hérités des grands pays continentaux. Mais les sociétés insulaires traditionnelles s'appuyaient davantage sur la consultation, la participation et la

décentralisation, avec une faible spécialisation sectorielle, et ces caractéristiques sont peut-être mieux adaptées à la nature des communautés insulaires. Ces approches ont également une place importante dans le Programme "Action 21", en tant que moyen de parvenir à un développement plus durable. La faible dimension des administrations des îles exige peut-être en outre des modalités de fonctionnement différentes.

Organisation inter-îles

Comment les Etats insulaires peuvent-ils s'organiser pour atteindre leurs objectifs? L'unité fait la force et les îles peuvent résoudre certains de leurs problèmes en oeuvrant ensemble. Les réalisations d'organisations telles que l'Organisation des pêches, le Programme régional océanique de l'environnement et l'Alliance des petits Etats insulaires indiquent quelques possibilités d'amélioration de l'organisation régionale ou mondiale des îles. Y a-t-il d'autres besoins qui pourraient être satisfaits de cette manière?

Coopération technique

Comment la coopération technique améliorée entre pays en développement (CTPD) peut-elle aider les Etats insulaires? Les possibilités de partager des services communs, d'échanger des experts et de centraliser les besoins de recherche et de formation sont considérables. Comment des besoins spécifiques peuvent-ils être identifiés et par quelles structures ces besoins peuvent-ils être satisfaits? L'échange de données d'expérience entre différentes régions (Afrique, Méditerranée, Caraïbes, Pacifique, océan Indien) a été jusqu'ici particulièrement faible. Que peut-on faire pour le renforcer?

Aide internationale

Que demandent les petits pays insulaires au système international et aux institutions des Nations Unies? Certaines institutions ont eu quelques programmes concernant les îles en tant que groupe particulier, mais ces programmes ne sont pas aussi nombreux qu'il le faudrait. Quels sont les activités ou programmes internationaux et régionaux spécifiques qui devraient être élaborés pour répondre aux besoins des îles? Quel message le groupe des petits Etats insulaires désire-t-il communiquer aux responsables mondiaux réunis à la CNUED? Comment les pays insulaires peuvent-ils exprimer leur détermination de parvenir au développement durable grâce à la mise en oeuvre du Programme "Action 21" et de quelles mesures de soutien ont-ils besoin de la part de la communauté internationale? Que peuvent faire les organisations internationales non gouvernementales pour contribuer à résoudre les problèmes des îles?

Cette Conférence a été organisée et structurée de manière à aider les responsables politiques des petits pays insulaires à répondre aux questions ci-dessus. Les représentants des organisations internationales et non gouvernementales sont présents pour examiner comment ils peuvent faire face aux besoins des îles. Les recommandations qui en résulteront et la Déclaration des petits Etats insulaires, qui sera présentée à la CNUED, devraient rencontrer un terrain fertile, étant donné que la nécessité d'apporter des modifications majeures au système mondial et aux approches du développement ne fait plus de doute. Les pays insulaires sont assez nombreux pour être entendus dans les instances mondiales. Ce qu'il faut maintenant, c'est formuler les besoins aussi clairement que possible.